

Document 1 : Le clivage droite / gauche

Enfant, j'avais demandé à mon père ce que cela signifiait, dans la vie politique, qu'être de droite ou de gauche. Il me répondit : « Être de droite, c'est vouloir la grandeur de la France. Être de gauche, c'est vouloir le bonheur des Français. » Je ne sais si la formule était de lui. Il n'aimait pas les Français, ni les humains en général. Il me répétait toujours qu'on n'est pas sur Terre pour être heureux. La définition, dans sa bouche, était de droite. C'est pourquoi elle lui plaisait. Mais un homme de gauche pourrait également s'y retrouver, s'il croit peu ou prou au bonheur. C'est pourquoi elle ne me déplaît pas. « Car enfin, dira notre homme de gauche, la France et la grandeur ne sont que des abstractions dangereuses. Le bonheur des Français, voilà qui mérite autrement d'être poursuivi ! » Cela ne prouve pourtant pas que cette définition suffise, ni même qu'elle en soit une. Grandeur et bonheur n'appartiennent à personne.

Le temps a passé : mes enfants m'ont interrogé à leur tour... je répondis comme je pus, autour de quelques différences qui me paraissaient essentielles. Sur le point de les mettre noir sur blanc, j'en perçois mieux les limites ou les approximations. Cette logique binaire, qu'impose le principe majoritaire, ne correspond ni à la complexité ni à la fluctuation des positions politiques effectives. Une même idée peut être soutenue dans des camps opposés (par exemple l'idée d'une Europe fédérale, ou son refus souverainiste, qu'on rencontre aujourd'hui à droite comme à gauche), ou bien passer d'un camp à un autre (ainsi l'idée de Nation, plutôt de gauche au XIXe siècle, plutôt de droite au XXe). Mais faut-il pour autant renoncer à nos deux catégories, si fortement ancrées dans la tradition démocratique, depuis 1789 (on sait qu'elles sont nées de la disposition spatiale des députés, lors de l'Assemblée constituante, qui se réunissaient, par affinité politique, à droite ou à gauche du président de séance), et si omniprésentes, encore aujourd'hui, dans le débat démocratique ? Faut-il les juger obsolètes ? Les remplacer par d'autres ? C'est ce que certains ont tenté. (...) C'est ce qui m'oblige, entre la droite et la gauche, à chercher quelques différences, même fluctuantes, même relatives, qui donnent un sens à cette opposition.

La première différence est sociologique. La gauche représente plutôt ce que les sociologues appellent les couches populaires, disons les individus les plus pauvres, ou les moins riches, ceux qui ne possèdent rien, ou presque rien, les prolétaires, comme disait Marx, qu'il vaut mieux aujourd'hui appeler les salariés. La droite, tout en recrutant aussi dans ces milieux (il le faut bien : ils sont majoritaires), a plus de facilité avec les indépendants, qu'ils soient ruraux ou urbains, ceux qui possèdent leur terre ou leur instrument de travail (leur boutique, leur atelier, leur entreprise...), ceux qui font travailler les autres ou qui travaillent pour eux-mêmes plutôt que pour un patron. Cela dessine comme deux peuples, ou plutôt comme deux pôles : les paysans pauvres et les salariés d'un côté ; les bourgeois, les propriétaires terriens, les cadres dirigeants, les professions libérales, les artisans et les commerçants de l'autre. Avec tous les intermédiaires que l'on veut, entre ces deux mondes (les fameuses « classes moyennes »), tous les échanges que l'on veut, entre les deux camps (les transfuges, les indécis). Que la frontière soit poreuse, et peut-être de plus en plus, c'est une affaire entendue. Mais elle n'en est pas moins frontière pour autant. Qu'aucun des deux camps n'ait le monopole d'aucune classe, c'est une évidence (on se souvient que le Front national, du temps de sa sinistre

splendeur, était en passe de devenir le premier parti ouvrier de France). Mais qui ne suffit pas, me semble-t-il, à abolir tout à fait cette dimension sociologique de la question. Même en drainant des voix chez les plus pauvres, la droite n'a jamais réussi, du moins en France, à pénétrer vraiment le syndicalisme ouvrier. La gauche, chez les patrons et les grands propriétaires terriens, fait moins de 20 % des voix. J'ai quelque peine, dans l'un et l'autre cas, à n'y voir qu'une coïncidence.

La deuxième différence est plutôt historique. La gauche, depuis la Révolution française, se prononce en faveur des changements les plus radicaux ou les plus ambitieux. Le présent ne la satisfait jamais ; le passé, moins encore : elle se veut révolutionnaire ou réformatrice (et la révolution est plus à gauche, bien sûr, que la réforme). C'est sa façon à elle d'être progressiste. La droite, sans être contre le progrès (personne n'est contre), se plait davantage à défendre ce qui est, voire, cela s'est vu, à restaurer ce qui était. Parti du mouvement d'un côté, parti de l'ordre, de la conservation ou de la réaction de l'autre. Avec, là encore, tout ce qu'on veut d'échanges et de nuances entre les deux, surtout dans la dernière période (la défense des avantages acquis tend parfois à l'emporter, à gauche, sur la volonté réformatrice, comme la volonté de réformes libérales, à droite, sur le conservatisme), mais qui ne suffisent pas à annuler la différence d'orientation. La gauche se veut essentiellement progressiste. Le présent l'ennuie ; le passé lui pèse : elle en ferait volontiers, comme le chante encore l'Internationale, « table rase ». La droite est plus volontiers conservatrice. Le passé lui est un patrimoine, qu'elle veut préserver, plutôt qu'un poids. Le présent lui paraît supportable : puisse l'avenir lui ressembler ! Dans la politique, la gauche voit surtout l'occasion d'un changement possible ; la droite, d'une continuité nécessaire. Ils n'ont pas le même rapport au temps. C'est qu'ils n'ont pas le même rapport au réel, ni à l'imaginaire. La gauche penche, parfois dangereusement, vers l'utopie. La droite, vers le réalisme. La gauche est plus idéaliste ; la droite, plus soucieuse d'efficacité. Cela n'empêche pas un homme de gauche d'être lucide ou de se vouloir efficace, ni un homme de droite d'avoir des idéaux généreux. Mais ils risquent alors d'avoir fort à faire, l'un et l'autre, pour convaincre leur propre camp...

La troisième différence est proprement politique. La gauche se veut du côté du peuple, de ses organisations (les partis, les syndicats, les associations), de sa représentation (le Parlement). La droite, sans mépriser pour autant le peuple, est davantage attachée à la Nation, à la patrie, au culte du terroir ou du chef. La gauche a une certaine idée de la République. La droite, une certaine idée de la France. La première penche volontiers vers la démagogie. La seconde, vers le nationalisme, la xénophobie ou l'autoritarisme. Cela n'empêche pas les uns et les autres d'être souvent de parfaits démocrates, ni de tomber parfois dans le totalitarisme. Mais ils n'ont pas les mêmes rêves, ni les mêmes démons.

Quatrième différence : une différence économique. La gauche refuse le capitalisme, ou ne s'y résigne que de mauvais gré. Elle fait davantage confiance à l'État qu'au marché. Elle nationalise dans l'enthousiasme, ne privatise qu'à regret. La droite, c'est évidemment l'inverse (au moins aujourd'hui) : elle fait davantage confiance au marché qu'à l'État, et c'est pourquoi elle est tellement favorable au capitalisme. Elle ne nationalise que contrainte et forcée, privatise dès qu'elle le

peut. Là encore cela n'empêche pas qu'un homme de gauche puisse être libéral, même au sens économique du terme (...), ni qu'un homme de droite ait le sens de l'État ou du service public (voyez De Gaulle). Mais la différence n'en demeure pas moins, à l'échelle des grands nombres ou des orientations fondamentales. L'État providence est à gauche ; le marché, à droite. La planification est à gauche ; la concurrence et l'émulation, à droite.

On remarquera que la droite, sur ces questions économiques et dans la dernière période, l'a clairement emporté, au moins intellectuellement. Le gouvernement Jospin a privatisé davantage que ceux de Juppé ou de Balladur (il est vrai en s'en vantant moins), et il n'y a plus guère que l'extrême gauche, aujourd'hui, qui propose de nationaliser quelque entreprise que ce soit. On s'étonne, dans ces conditions, que la gauche ait si bien résisté, politiquement, voire l'ait emporté à plusieurs reprises. C'est que la sociologie lui est plutôt favorable (il y a de plus en plus de salariés, de moins en moins d'indépendants). C'est aussi qu'elle l'avait emporté précédemment sur d'autres fronts, qui lui font comme un capital de sympathie. La liberté d'association, l'impôt sur le revenu et les congés payés sont des inventions de gauche, que personne aujourd'hui ne remet en cause. L'impôt sur la fortune, plus récemment, est encore une invention de gauche ; la droite, qui voulut l'abolir, s'en est mordu les doigts. Et qui osera toucher à la semaine de 35 heures ? Mais si la gauche s'en sort si bien, c'est aussi, et peut-être surtout, qu'elle a compensé cette défaite intellectuelle (dont il faut lui savoir gré d'avoir pris acte : être de gauche, disait Coluche, cela ne dispense pas d'être intelligent) par une espèce de victoire morale ou spirituelle. J'écrirais volontiers que toutes nos valeurs aujourd'hui sont de gauche, puisqu'elles se veulent indépendantes de la richesse, du marché, de la nation, puisqu'elles se moquent des frontières et des traditions, puisqu'elles n'adorent que l'humanité et le progrès. Ce serait bien sûr aller trop loin. Il reste qu'on est de gauche, surtout chez les intellectuels, pour des raisons d'abord morales. On serait plutôt de droite par intérêt ou pour des raisons économiques. « Vous n'avez pas le monopole du cœur ! », lança un jour, lors d'un débat fameux, un homme politique de droite à son adversaire socialiste. Qu'il ait eu besoin de le rappeler est révélateur. Nul homme de gauche n'aurait eu l'idée d'une telle formule, tant elle lui paraîtrait évidente, ou plutôt tant il va de soi, de son point de vue, que le cœur, en politique aussi, bat à gauche... De là, dans le débat politique, en tout cas en France, une curieuse asymétrie. Vous ne verrez jamais un homme de gauche contester qu'il le soit, ni récuser la pertinence de cette opposition. Combien d'hommes de droite, au contraire, prétendent que ces notions n'ont plus de sens, ou que la France, comme disait l'un d'entre eux, veut être gouvernée au centre ? C'est qu'être de gauche passe pour une vertu : la gauche serait généreuse, compatissante, désintéressée... Être de droite, sans être un vice, passe plutôt pour une petitesse : la droite serait égoïste, dure aux faibles, âpre au gain... Qu'il y ait là une conception naïve de la politique, ce n'est guère niable, mais ne suffit pas à annuler cette asymétrie. On se flatte d'être de gauche. On avoue être de droite.

Cela nous conduit aux dernières différences que je voulais évoquer. Elles sont plutôt philosophiques,

psychologiques ou culturelles : elles opposent moins des forces sociales que des mentalités ; elles portent moins sur des programmes que sur des comportements, moins sur des projets que sur des valeurs. À gauche, le goût de l'égalité, de la liberté des mœurs, de la laïcité, de la défense des plus faibles, fussent-ils coupables, de l'internationalisme, des loisirs, du repos (les congés payés, la retraite à 60 ans, la semaine de 35 heures...), de la compassion, de la solidarité... À droite celui de la réussite individuelle, de la liberté d'entreprendre, de la religion, de la hiérarchie, de la sécurité, de la patrie, de la famille, du travail, de l'effort, de l'émulation, de la responsabilité... La justice ? Ils peuvent s'en réclamer les uns et les autres. Mais ils n'en ont pas la même conception. À gauche, la justice est d'abord équité : elle veut les hommes égaux, non seulement en droits mais en fait. Aussi se fait-elle volontiers réparatrice et égalitariste. Sa maxime serait : « À chacun selon ses besoins. » Celui qui a déjà la chance d'être plus intelligent ou plus cultivé, de faire un travail plus intéressant ou plus prestigieux, pourquoi faudrait-il en outre qu'il soit plus riche ? Il l'est pourtant, en tout pays, et il n'y a plus que l'extrême gauche qui s'en étonne. Le reste de la gauche, toutefois, ne s'y résigne pas sans un peu de mauvaise conscience. Toute inégalité lui semble suspecte ou regrettable : elle ne la tolère qu'à regret, faute de pouvoir ou de vouloir tout à fait l'empêcher. À droite, la justice est plutôt conçue comme une sanction ou une récompense. L'égalité des droits suffit, qui ne saurait annuler l'inégalité des talents et des performances. Pourquoi les plus doués ou les plus travailleurs ne seraient-ils pas plus riches que les autres ? Pourquoi ne feraient-ils pas fortune ? Pourquoi leurs enfants ne pourraient-ils profiter de ce que leurs parents ont amassé ? La justice, pour eux, est moins dans l'égalité que dans la proportion. Aussi se fait-elle volontiers élitiste ou sélective. Sa maxime serait : « À chacun selon ses mérites. » Protéger les plus faibles ? Soit. Mais pas au point d'encourager la faiblesse, ni de décourager les plus entreprenants, les plus talentueux ou les plus riches !

Ce ne sont que des tendances, qui peuvent traverser chacun d'entre nous, chaque courant de pensées (...), mais qui me paraissent au total assez claires pour qu'on puisse à peu près s'y retrouver. La démocratie, parce qu'elle a besoin d'une majorité, pousse à cette bipolarisation. Mieux vaut en prendre acte que faire semblant de l'ignorer. Non, bien sûr, qu'un parti ou qu'un individu doive forcément, pour être de gauche ou de droite, partager toutes les idées qui caractérisent (...) l'un ou l'autre courant. C'est à chacun, entre ces deux pôles, d'inventer son chemin, sa position propre, ses compromis, ses équilibres. Pourquoi faudrait-il, pour être de gauche, se désintéresser de la famille, de la sécurité ou de l'effort ? Pourquoi, parce qu'on est de droite, devrait-on renoncer aux réformes ou à la laïcité ? Droite et gauche ne sont que des pôles, je l'ai dit, et nul n'est tenu de s'enfermer dans l'un des deux. Ce ne sont que des tendances, et nul n'est tenu de s'amputer totalement de l'autre. Mieux vaut être ambidextre que manchot. Mais mieux vaut être manchot d'un bras que de deux.

Reste, qu'on soit de droite ou de gauche, à l'être intelligemment. C'est le plus difficile. C'est le plus important. L'intelligence n'est d'aucun camp. C'est pourquoi nous avons besoin des deux, et de l'alternance entre les deux.

André Comte Sponville, *Dictionnaire philosophique*, PUF, 2001

✍4- Recensez dans le tableau ci-dessous les grandes lignes de démarcation entre la droite et la gauche selon l'auteur.

Type de différence	Gauche	Droite
Sociologique		
Historique		
Politique		
Economique		
Philosophique, psychologique ou culturelle		

✍5- Illustrez les différences gauche / droite en termes politique, économique et philosophique en vous appuyant sur l'activité 1.

Document 2 : Clivage gauche-droite et valeurs

(%)	Gauche	Centre	Droite	Ni gauche, ni droite
Il faudrait rétablir la peine de mort	20	28	45	40
Il y a trop d'immigrés en France	33	50	75	57
L'homosexualité est acceptable	85	76	71	76
Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment	40	60	75	67
Il faut donner plus de liberté aux entreprises	50	73	85	73
On n'est en sécurité nulle part	29	37	47	48
Il faut donner le droit de vote aux étrangers	82	66	49	63
La France doit s'ouvrir davantage	46	45	35	27
La France doit se protéger davantage	28	33	47	45

Source : « La gauche, la droite : les limites d'une identification politique », Sylvain BROUARD & Henri REY, Le Baromètre Politique Français (2006-2007) – 4ème vague –, CEVIPOF, Février 2007.

Lecture : 20% des personnes se disant de « gauche » sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle « Il faudrait rétablir la peine de mort ».

✍6- Quelles sont les valeurs qui opposent le plus les électeurs de droite et les électeurs de gauche ?

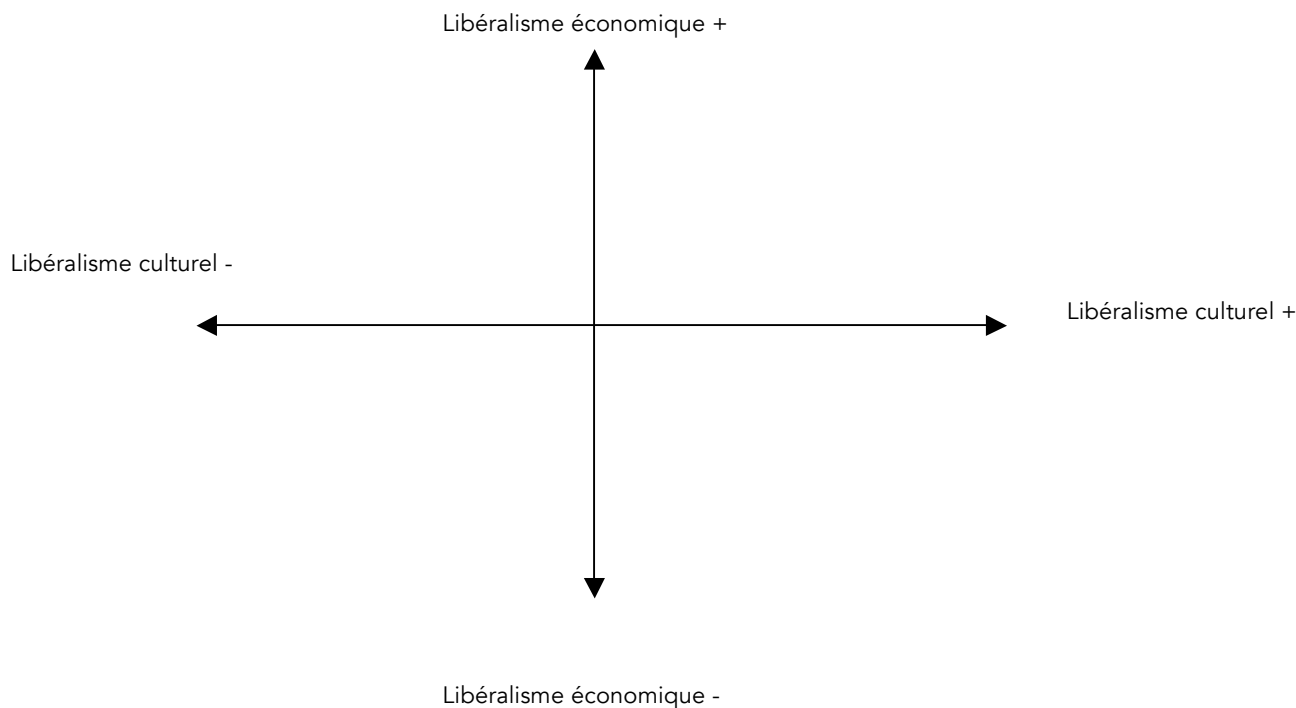
Document 3 - Libéralisme économique / libéralisme culturel

Les gays et lesbiennes devraient être libres de vivre leur vie comme ils le souhaitent						
Electeurs du ... lors de la dernière élection nationale	Tout à fait d'accord	D'accord	Ni en accord ni en désaccord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	Total
FN (Front National)	45.2	31.0	10.3	2.4	11.1	100.0
FDG (Front de Gauche)	77.5	12.5	5.0	5.0	0.0	100.0
PS (Parti Socialiste)	74.2	17.7	4.8	1.2	2.1	100.0
UMP (Union pour un Mouvement Populaire)	50.5	30.7	9.6	5.3	4.0	100.0
MODEM (Mouvement Démocrate)	70.3	18.8	9.4	0.0	1.6	100.0
EELV (Europe Ecologie Les Verts)	81.9	12.5	2.8	0.0	2.8	100.0
Ensemble	62.8	23.7	6.9	2.7	3.9	100.0

Le gouvernement devrait réduire les inégalités de revenu						
Electeurs du ... lors de la dernière élection nationale	Tout à fait d'accord	D'accord	Ni en accord ni en désaccord	En désaccord	Tout à fait en désaccord	Total
FN (Front National)	37.6	34.4	10.4	9.6	8.0	100.0
FDG (Front de Gauche)	55.0	30.0	2.5	10.0	2.5	100.0
PS (Parti Socialiste)	44.5	34.6	12.8	6.6	1.5	100.0
UMP (Union pour un Mouvement Populaire)	22.4	33.0	13.9	15.5	15.2	100.0
MODEM (Mouvement Démocrate)	18.8	43.8	17.2	15.6	4.7	100.0
EELV (Europe Ecologie Les Verts)	48.6	36.1	8.3	5.6	1.4	100.0
Ensemble	34.7	35.2	13.0	10.0	7.1	100.0

European social survey, 2014 (note : tous les partis politiques ne sont pas représentés ici)

- ✎7- Présentez les informations apportées par les données entourées.
- ✎8- Proposez une définition de libéralisme économique.
- ✎9- Proposez une définition de libéralisme culturel.
- ✎10- Quelle question est un indicateur du libéralisme culturel ? Du libéralisme économique ?
- ✎11- Positionnez les électorats des différents partis politiques sur le graphique suivant leur degré d'adhésion au libéralisme économique ou culturel selon leurs réponses aux deux questions posées.



Activité 2 – Testez votre proximité partisane avec le politest

A la maison : <http://www.politest.fr/menresult/listepositions.php>

Document 4 – Auto-positionnement droite / gauche selon la préférence partisane

en %	Autopositionnement sur l'échelle droite / gauche											Total
	Gauche	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Droite	
Parti politique pour lequel les répondants ont voté lors de la dernière élection nationale												
FN (Front National)	0.8	1.6	3.2	5.6	6.5	19.4	12.1	6.5	16.1	11.3	16.9	100.0
FDG (Front de Gauche)	25.0	12.5	27.5	15.0	10.0	7.5	0.0	2.5	0.0	0.0	0.0	100.0
PS (Parti Socialiste)	7.5	5.1	13.9	26.2	22.0	19.3	2.4	1.8	0.9	0.6	0.3	100.0
UMP (Union pour un Mouvement Populaire)	0.0	0.0	0.3	0.3	1.7	12.6	17.9	22.5	28.1	6.3	10.3	100.0
MODEM (Mouvement Démocrate)	0.0	1.6	1.6	3.1	12.5	39.1	26.6	9.4	6.2	0.0	0.0	100.0
EELV (Europe Ecologie Les Verts)	15.5	2.8	16.9	12.7	28.2	16.9	4.2	2.8	0.0	0.0	0.0	100.0
Blanc	3.3	0.0	10.0	13.3	10.0	30.0	10.0	13.3	3.3	3.3	3.3	100.0
Ensemble	5.2	2.9	7.6	11.9	12.1	19.7	10.4	9.9	11.4	3.6	5.2	100.0

European social survey, 2014

Note : tous les partis politiques ne sont pas représentés ici

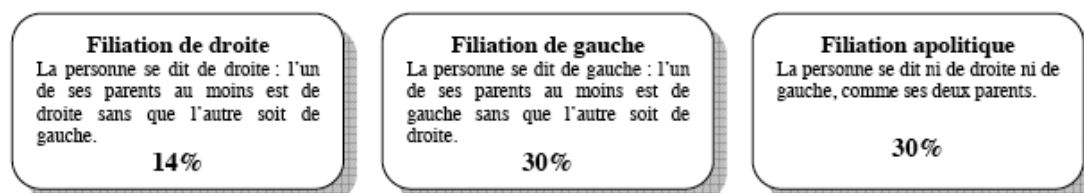
✍12- Faites une phrase pour exprimer la signification de la donnée entourée.

✍13- Le clivage droite / gauche semble-t-il pertinent au regard du positionnement et des préférences partisanes déclarés par les personnes interrogées ?

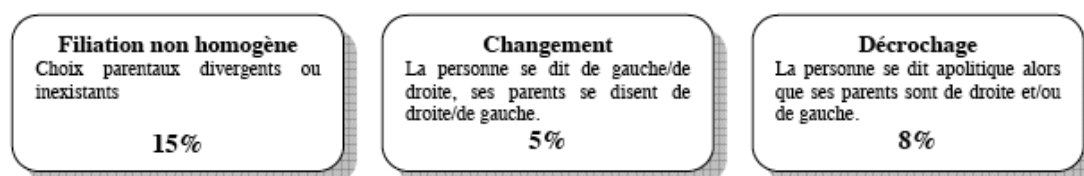
Document 5 – La filiation politique entre parents et enfants ?

« Diriez-vous que votre père est (ou était) plutôt de gauche, plutôt de droite, ou ni de gauche ni de droite ? Et votre mère ? Et vous-même ? ». les réponses à ces questions ont permis de dégager six types de filiation politique chez les jeunes de 18 à 30 ans.

Les affiliés



Les désaffiliés



D'après Anne Muxel, *Avoir 20ans en politique, Seuil, 2010*

✍14 - Hérite-t-on des préférences politiques de ses parents ?

Document 6

La plupart des parents, nous l'avons dit, n'apprennent pas à leurs enfants leurs opinions et leurs préférences politiques. L'enfant les déchiffre dans l'exemple des comportements et des attitudes, dans les réactions de leurs proches face aux événements et dans les discussions familiales, il les découvre aussi dans les récits de vies de membres des générations précédentes dont on veut ou peut se souvenir.

Toutes les familles ou presque se souviennent d'événements à connotation politique, les uns heureux (les premiers congés payés, par exemple), les autres, les plus nombreux, dramatiques (la guerre, l'occupation) ; presque toutes les familles gardent aussi mémoire d'un ou de plusieurs membres qui se sont « distingués » d'une façon ou d'une autre dans des circonstances directement ou indirectement politiques (on se souvient de l'oncle qui parlait haut au

patron, du grand-père qui a eu un comportement héroïque à la guerre, de la grand-mère qui soignait les blessés ou préparait des colis pour les prisonniers).

Source : « Socialisation et tradition : transmission et invention du politique », Annick PERCHERON, *Pouvoirs*, septembre 1987.

✍️ 15- Pourquoi peut-on dire que la socialisation politique est surtout implicite ?

Document 7

De même qu'un individu peut être plus ou moins amoureux de l'art pictural⁽¹⁾ et donc intéressé par ce domaine, capable d'en parler et de situer des œuvres dans des courants, quelqu'un de politisé est censé aimer la politique, en maîtriser les codes, c'est-à-dire avoir acquis un certain nombre de connaissances dans ce domaine, être capable de s'exprimer sur les événements politiques, d'évaluer les hommes et les programmes. [...]

Une étude comparative internationale montre que le niveau de connaissances politiques, de compétence civique et de conscience politique est assez différent selon les pays occidentaux. Les pays scandinaves sont ceux où la compétence civique est la plus développée, alors qu'au contraire, on observe aux États-Unis un assez haut niveau d'analphabétisme politique. Plus les connaissances politiques sont importantes dans un pays, plus la participation électorale, notamment aux élections locales, est élevée. Ce niveau de compétence est lié à la fois au développement du système scolaire, mais aussi à son système médiatique.

Source : Comportements et attitudes politiques, BRÉCHON Pierre, 2006.

(1) Art pictural : peinture.

✍️ 16- Quelles sont les attitudes politiques favorables à la participation politique ?

Document 8 : « Les temporalités et les instances de la socialisation »

Dans le déroulement du processus de socialisation politique, certaines séquences apparaissent particulièrement significatives. Il en est ainsi des années de jeunesse qui délimitent un temps bien spécifique. Elles constituent un espace de transition entre la socialisation primaire, caractérisée par une situation de dépendance propre au statut d'enfant, et les phases ultérieures façonnant la socialisation secondaire de l'individu, conduisant progressivement à l'affirmation d'une autonomie, tant en termes de statut que de légitimité des choix. Un temps au cours duquel les apprentissages premiers sont mis à l'épreuve de la réalité et font l'objet de négociations et d'ajustements. (...)

La famille

La famille a fait l'objet de travaux assez systématiques. Elle reste un vecteur efficace dans la transmission des choix idéologiques et un creuset indéniable de l'identité politique des individus. Les convictions politiques et religieuses se transmettent de façon toujours meilleure que bien d'autres valeurs. Et cette transmission se fait d'autant mieux lorsque les choix des parents sont visibles et homogènes (Percheron, 1993). Les mères jouent un rôle prépondérant. Bien que la politique reste associée au registre masculin en termes de représentations, ces dernières transmettent davantage leurs opinions et leurs choix que les pères. Par leur proximité quotidienne, par l'intermédiaire des échanges affectifs et des discussions plus fréquentes, elles participent activement à la socialisation politique de leur progéniture (Muxel, 2001). Chaque famille n'a pas nécessairement les mêmes capacités à organiser une transmission, et la socialisation politique peut emprunter des chemins de traverse. Celle-ci peut se construire dans des logiques d'opposition et de réaction, ou encore au travers de références non explicitement politiques. Mais la famille fournit les premiers repères ou les premières absences de repères et, par là même, joue un rôle décisif sur la formation des choix ultérieurs. Quatre Français sur dix (41%) s'inscrivent dans la continuité des choix de droite ou de gauche de leurs parents. Si l'on ajoute ceux qui reconnaissent une filiation apolitique, et refusent donc comme leurs parents de se classer entre la gauche et la droite, ce sont alors les deux tiers des Français (65%) qui se présentent comme des héritiers politiques. Les cas de vraies ruptures restent marginaux. Seuls 8% des Français ont changé de camp politique par rapport à leurs deux parents, passant à gauche alors qu'ils ont deux parents à droite (le cas le plus fréquent), ou passant à droite alors que leurs deux parents sont positionnés à gauche (Muxel, 2008).

L'école

Bien que l'école occupe une place éducative à part entière et que le temps scolaire soit indéniablement important, son rôle dans la socialisation politique est plus difficile à isoler. L'influence des enseignants n'apparaît guère probante. Quant à l'impact des savoirs enseignés et de leur culture scolaire proprement dite, véhiculé notamment par l'instruction civique, les conclusions des quelques travaux réalisés sont souvent divergentes (Maurer, 2000). Certains travaux menés en sociologie de l'éducation ont montré l'importance des inégalités sociales et leurs effets sur les inégalités en matière de compétences et de capacités, mais sans que cela soit directement articulé au champ politique (...). Vincent Tournier a montré l'effet du choix de l'établissement scolaire sur les préférences

politiques des lycéens et souligné par la même l'importance du groupe de pairs. L'école au travers d'échanges qui s'y jouent et des argumentaires politiques qui s'y développent, vient renforcer ou au contraire contredire la socialisation familiale. Mais elle n'a pas un impact sur la socialisation politique à elle seule (Tournier, 1997). Ce qui est impulsé dans l'expérience familiale reste prépondérant (...)

« Les temporalités et les instances de la socialisation », Anne Muxel, in Cahiers français, La science politique, Paris, La Documentation française, 2009, pp. 84-89.

- ✎17 – Définir « socialisation », « socialisation primaire » et « socialisation secondaire »
- ✎18- Les données du document 6 permettent-elles de confirmer le passage souligné ?
- ✎19- Comparez le rôle de l'école et de la famille dans la socialisation politique des jeunes
- ✎20- Complétez le schéma suivant, en mettant une épaisseur de flèche en proportion du degré d'influence de chaque instance de socialisation.



Document 9 - Attitudes à l'égard de la politique et milieux de vie

Soit l'exemple de S. (cas n°1), une jeune femme de 21 ans, engagée dans une formation de moniteur d'équitation. Elle déclare que la politique ne l'intéresse « absolument pas », qu'elle ne lit pas les journaux, qu'elle regarde le journal télévisé de temps en temps, « parce que la météo c'est sympa de savoir le temps qu'il va faire demain », qu'elle est pas inscrite sur les listes électorales, car elle n'a « pas pris le temps » et ne se « tient pas trop au courant ». Elle hésite à accepter l'entretien, objecte qu'elle est un peu « neuneu », donne son accord pour faire plaisir à l'enquêtrice mais répond à contrecœur en signifiant sa volonté d'en finir. Elle met « ces gens-là [les hommes politiques] dans le même sac », car elle a « entendu beaucoup de promesses et pas vu beaucoup de résultats ». Elle considère qu'ils sont « tous pourris », mais elle a une opinion favorable du maire de la commune où elle vit parce qu'elle pense qu'il a beaucoup œuvré en faveur d'une cité « difficile » située non loin du centre équestre où elle est en apprentissage. Elle a également noté la baisse récente de la TVA qui lui paraît une bonne chose car elle a constaté que « dans les centres équestres, la TVA est élevée ». Elle n'exprime pas de préférences politiques (nationales) et éprouve beaucoup de difficultés quand on l'invite à formuler un jugement sur l'action du président de la République en exercice ou celle de son prédécesseur.

Cette indifférence et ce scepticisme à l'égard de la politique doivent être mis en relation avec ses milieux de vie. Dans sa famille, « on ne discute jamais » de sujets politiques et elle n'a pas davantage l'occasion de le faire avec les palefreniers qu'elle fréquente tous les jours et qui partagent les mêmes attitudes à l'égard de la politique. Son père, d'origine italienne, était artisan maçon. Sa sœur est coiffeuse, actuellement au chômage, et son frère est policier. En situation d'échec scolaire, elle a arrêté ses études secondaires en cinquième pour suivre une quatrième et une troisième en alternance et obtenir un brevet des collèges et un brevet professionnel section « élevage ». Elle est concentrée sur l'examen qu'elle doit passer dans six mois, se réjouit de la promesse d'embauche qu'on lui a faite, mais elle dit aussi qu'elle n'a pas envie d'avoir d'enfant « parce que y'a pas de boulot » et que « le monde dans lequel on vit, je trouve pas ça formidable ». D'origine sociale populaire, le faible niveau culturel des membres de sa famille et des gens qu'elle fréquente, son propre niveau scolaire, sa condition de jeune femme célibataire, la précarité de sa situation et l'incertitude qui pèse sur son avenir convergent ici pour générer une tendance à l'auto-exclusion de l'univers politique (différencié).

« Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », Daniel Gaxie, Revue Française de Science Politique, 2002

- ✎21- Parmi les instances de socialisation évoquées, lesquelles interviennent lors de la socialisation primaire, et lesquelles lors de la socialisation secondaire ?
- ✎22- Surlignez les attitudes politiques de S, en distinguant ce qui relève de ses opinions de ce qui relève de ses comportements.
- ✎23- Mettez en parallèle la socialisation de S avec ses attitudes politiques.

Document 10 : Trajectoire sociale et transformation des attitudes politiques

Ce sont sans doute les transformations du rapport à la politique au fur et mesure de l'ascension sociale qui mettent le mieux en évidence ces connexions entre les processus de socialisation et le degré d'investissement dans les questions politiques. Idéal-type à cet égard est la biographie de J. K. (cas n° 3), femme de 49 ans, fille d'un père ajusteur à la SNCF et d'une mère femme de ménage. Comme beaucoup d'enfants de milieux comparables, elle écourte ses études, entre en apprentissage après le Certificat d'études primaires et devient coiffeuse. Elle explique que, tout au long de cette partie de sa vie, la politique « ne la concernait pas du tout » : « il fallait que je travaille, que je me débrouille et puis j'étais pas dans un milieu où on intéressait spécialement à la politique » Certes, son père a été un moment en relation avec les organisations représentatives du mouvement ouvrier. On venait lui vendre le journal du parti communiste dans la cité HLM où ils habitaient alors et « il voulait que ça s'arrange pour les ouvriers, qu'ils gagnent plus, qu'ils travaillent moins, qu'ils aient des avantages ». Mais il était peu concerné par l'action politique et s'en est très vite éloigné. Au domicile de ses parents, « on ne parlait pas politique... on ne parlait pas tout court. C'était un milieu comme dit Brel dans sa chanson chez ces gens-là on ne cause pas ! ». Aussi, « comme on ne m'avait pas initiée, on ne m'avait pas appris, je ne me suis pas inscrite sur les listes électorales quand j'ai eu ma majorité » (au début des années 1970). Elle va rencontrer celui qui va devenir son mari alors qu'elle a 25 ans. Il est alors âgé de 55 ans, divorcé, médecin généraliste aisé, juif et ancien déporté des camps de concentration. Ils vont se marier quelques années plus tard et le rapport de J. K. avec la politique se transforme progressivement : « On regardait ensemble tous les débats politiques la télévision. J'écoutais avec lui. Je voulais apprendre comme on apprend à écrire. C'était un monde que je ne connaissais pas et qui commençait à m'intéresser. Je me rendais compte que c'était un monde à part et qu'il était important de le connaître pour l'évolution de la société, du monde, de nous-mêmes ». Cette politisation progressive est contemporaine de la découverte de la culture légitime. Comme son mari lui demande d'arrêter de travailler, « ça m'a aussi permis de m'ouvrir sur ce que je ne connaissais pas, c'est-à-dire la culture. Je n'étais pas trop cultivée. J'ai pu découvrir la lecture. J'avais plus de temps. Je sortais, allais au théâtre, je sentais vraiment que je me nourrissais comme on mange ». En relation avec son changement de milieu, l'élévation de sa position sociale et de son capital culturel, l'amélioration de sa situation (le couple est propriétaire d'un luxueux appartement magnifiquement situé en bordure de l'un des deux grands bois parisiens et d'une grande maison au bord de la mer sur la Côte d'Azur), son rapport à la politique est sensiblement transformé. Elle déclare qu'elle n'a « pas vraiment de convictions politiques », qu'elle « n'est pas très branchée sur la politique », mais elle regarde tous les matins la chaîne information continue à la télévision avec son mari aujourd'hui retraité, formule des avis circonstanciés sur divers hommes politiques, note en souriant qu'elle ne « va pas dire comme tout le monde que la gauche et la droite c'est pareil », avant de regretter quelques carences de l'action gouvernementale, de se livrer à la critique de la politique et de déplorer l'élévation des impôts dans une intention de redistribution. Elle vote régulièrement, longtemps pour les candidats de gauche comme son mari, mais elle tend à se rapprocher de la droite sous l'influence d'amis qu'elle fréquente régulièrement. Elle a d'ailleurs voté en faveur de Jacques Chirac en 1995.

« Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », Daniel Gaxie, Revue Française de Science Politique, 2002

✍24 - À l'aide d'une frise chronologique, mettez en parallèle la trajectoire sociale, les comportements politiques et les opinions politiques de JK.

✍25- En utilisant notamment les termes de « socialisation primaire » et « socialisation secondaire », expliquez pourquoi S (doc 9) et JK (doc 10), issues d'un milieu social proche, ont des attitudes politiques différentes.

1. Droite / gauche : un clivage dépassé ?

1.1. Le clivage droite / gauche : un idéal-type qui structure la vie politique

Proposer des définitions des termes « droite » et « gauche » est une tâche malaisée, tant les positions politiques sont complexes et fluctuantes. Mais **de manière idéal-typique**, gauche et droite se différencient généralement sur plusieurs points :

- **sociologique** : la gauche est surreprésentée dans l'électorat populaire et salarié, tandis que la droite l'est chez les indépendants
- **historique** : la gauche se veut révolutionnaire ou réformiste, la droite se plaît davantage à défendre ce qui est (conservatisme), voire à restaurer ce qui était.
- **politique** : La gauche se veut du côté du peuple et de ses organisations (les partis, les syndicats, les associations), la droite est davantage attachée à la Nation, à la patrie.
- **économique** : La gauche fait davantage confiance à l'État qu'au marché, la droite, c'est évidemment l'inverse (au moins aujourd'hui) : elle fait davantage confiance au marché qu'à l'État
- **philosophique ou culturel** : des différences sur les valeurs : à gauche, le goût de l'égalité, de la liberté des mœurs, de la laïcité, de la défense des plus faibles, des loisirs, du repos ; à droite celui de la réussite individuelle, de la liberté d'entreprendre, de la religion, de la hiérarchie, de la sécurité, de la patrie, de la famille, du travail, de l'effort, de l'émulation, de la responsabilité.

Selon une autre grille d'analyse, gauche et droite se différencient selon leur degré d'adhésion au libéralisme économique et au libéralisme culturel :

- le **libéralisme économique** défend la libre entreprise et la liberté du marché, par opposition au contrôle par l'Etat des moyens de production et à l'intervention de celui-ci dans l'économie.
- le **libéralisme culturel** défend les libertés et l'épanouissement individuels contre les relations autoritaires (tolérance vis-à-vis des étrangers, liberté des mœurs, égalité femmes / hommes, lutte contre les discriminations, etc.)

Les partis de gauche se caractérisent généralement par une plus grande défiance vis-à-vis du libéralisme économique, et une plus grande adhésion au libéralisme culturel, à l'inverse des partis de droite. Une exception à ce principe peut se trouver dans le cas du Front National dont les électeurs se définissent avant tout en opposition au libéralisme culturel, tout en pouvant avoir des opinions très partagées sur le libéralisme économique. Les centristes, quant à eux, semblent effectivement se situer entre les deux pôles majeurs du jeu politique français, plus proches de la droite sur l'économie et de la gauche en termes de libéralisme culturel.

1.2. Auto-positionnement droite / gauche et préférence partisane

Le clivage droite / gauche, même s'il est mouvant, apparaît bien aujourd'hui encore comme un clivage structurant de la vie politique française. La grande majorité des électeurs acceptent de se positionner sur une échelle droite / gauche. Leur positionnement est la plupart du temps cohérent avec leur proximité partisane (les partis politiques dont ils se sentent proches), étant entendu que les partis politiques proposent des programmes souvent en cohérence avec les préférences réelles ou supposées de leur électorat.

2. Quelle est l'influence de la culture politique sur les attitudes politiques ?

2.1. L'importance de la socialisation primaire...

Les **attitudes politiques** (c'est-à-dire les dispositions qui structurent à la fois les **comportements politiques** des individus – s'inscrire ou non sur les listes électorales, s'abstenir ou participer, voter pour tel ou tel candidat – et leurs **opinions politiques** – valeurs qu'ils partagent, jugements qu'ils expriment sur tel ou tel responsable politique) sont incorporées par les individus au cours des processus de **socialisation politique**.

La **socialisation primaire**, qui s'effectue pendant l'enfance (principalement dans le cadre de la famille, mais aussi de l'école, du groupe de pairs ou des médias) joue un rôle primordial. Il existe ainsi un lien fort entre les préférences politiques des parents et celle des adolescents, les situations de vraies ruptures politiques restant marginales. Par leur proximité quotidienne, par l'intermédiaire des échanges affectifs et des discussions plus fréquentes, les mères participent plus activement que les pères à la socialisation politique de leurs enfants. La famille fournit les premiers repères ou les premières absences de repères et, par là même, joue un rôle décisif sur la formation des choix ultérieurs, tandis que l'école (enseignants, savoirs transmis ou groupe de pairs) joue un rôle bien moindre.

2.2. ... ne doit pas faire oublier le rôle de la socialisation secondaire

Cependant, le processus de socialisation est au final le fait d'une **pluralité d'instances** : famille, pairs, médias, religion, école, etc. Cette pluralité n'implique ainsi aucun déterminisme politique dès lors que chacun d'entre nous peut être exposé à des principes de socialisation potentiellement contradictoires. Il faut à cet égard être particulièrement attentif aux processus à l'œuvre lors **des socialisations secondaires**, qui se prolongent tout au long de l'existence.

Les socialisations secondaires sont le résultat :

- de la **trajectoire sociale** qui peut être par exemple ascendante ou déclinante,
- de l'appartenance à divers milieux (conjugal, familial, professionnel, amical, culturel, communautaire, confessionnel, associatif, syndical, de voisinage...) et des **positions occupées** dans espace social

Ces divers effets de socialisation peuvent être **convergents ou contradictoires**. La mobilité sociale ascendante ou descendante est par exemple source de contradiction entre les socialisations primaire et secondaire et on peut alors s'interroger sur la portée respective de l'une et de l'autre pour expliquer les attitudes politiques.

Lexique

Attitudes politiques : dispositions acquises en valeurs et normes par les individus lors de leur socialisation politique et qui structurent, d'une part, leurs comportements politiques : s'inscrire ou non sur les listes électorales, s'abstenir ou participer, voter pour tel ou tel candidat, manifester ou non ; et, d'autre part, leurs opinions politiques : valeurs qu'ils partagent, jugements qu'ils expriment sur tel ou tel responsable politique...

Comportements politiques : ensemble des actes et pratiques par lesquelles les individus participent à la vie politique : vote ou abstention, participation à une manifestation, à un boycott, etc.

Culture politique : ensemble des normes et valeurs qui façonnent les attitudes politiques* d'une société, d'un groupe social, et qui sont intériorisées lors de leur socialisation politique.

Socialisation politique : processus par lequel les individus intériorisent la culture politique* de leur groupe social ou de la société dans laquelle ils vivent.

Socialisation primaire / secondaire : la socialisation primaire est celle qui intervient dans l'enfance, dans les premiers temps de la socialisation. Elle est essentiellement (mais pas uniquement) familiale. La socialisation secondaire est postérieure et peut provenir notamment de l'école, des groupes de pairs, du couple, de l'univers professionnel, des institutions politiques, religieuses, culturelles, sportives, etc.

Identification partisane : On entend par identification partisane le fait pour un individu ou pour un groupe de s'identifier de manière durable à un parti ou de reconnaître en lui le meilleur défenseur de ses intérêts et / ou de ses opinions.

